

C.I.R.A.

T2137 - 340 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N°340 JEUDI 10 JANVIER 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Editorial

L' intervention de l'armée soviétique en Afghanistan remet en cause les accords et consensus élaborés par les grandes puissances, pour se partager les zones d'intervention sur un plan international. Les accords de Yalta - définition première et jusqu'ici peu ou prou transformés d'une politique interventionniste et représentation géographique du partage du monde entre les divers impérialismes - ne suffisent plus à un bilatéralisme, reconnu par tous, et surtout sont en deçà d'une transformation radicale des pays du Tiers-Monde, ou supposés subordonnés presque indéfiniment aux deux grands : USA et URSS. Les pseudo-révolutions nationales des ex-colonies des uns et des autres, l'assujettissement des capitalismes occidentaux et orientaux, ont mis de côté une politique expansionniste sans limite et sans aucune possibilité de transformation des grands de ce monde. Les réactions face à ces nouvelles données, ne se sont pas faites attendre. Tout un chacun, obligé de se maintenir dans l'expectative, n'a pas voulu être le départ d'une situation politique que personne ne peut contrôler, et demeure dans les limites tracées par des vocables qui ne lui aliènent pas des amitiés peu sûres. Les droits de l'homme, la liberté des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, sont l'apanage des déclarations officielles.

En France, nous assistons à une volonté giscardienne de devenir le phare de l'unité nationale - venue bien à propos, en vue des futures élections. Les USA enclenchent un début de blocus économique, mais doivent également faire front à une situation intérieure peu favorable à la politique extérieure menée jusqu'alors. Les partis communistes européens se contentent de dénoncer cette intervention au nom d'un nationalisme bon teint, bien que, dans cet écho général d'opposition, le parti communiste français fasse entendre une réponse héritière d'une longue pratique stalinienne d'alignement sur Moscou. Dans cette refonte des rapports internationaux qu'aucun gouvernement n'a su prévoir, il est « presque reposant » de voir le parti communiste rester fidèle à lui-même et s'engluer dans des déclarations que les archivistes ont dû simplement - en corrigeant noms et dates - ressortir des annales de *L'Huma*, lors des interventions précédentes du parti frère, en Hongrie ou Tchécoslovaquie.

Les raisons de cette intervention de l'armée rouge stratégiquement prévisible face à des pays islamiques qui refusent de plus en plus une soumission aux impérialismes américain et soviétique, nous montrent une fois de plus le caractère autoritaire et dictatorial de ce régime. Ce n'est pas dans la défense de frontières, non pas tracées et acceptées par les peuples concernés, mais par les intérêts du capitalisme mondial que nous résoudre ce problème. Et ce n'est pas en piochant dans les déclarations des droits de l'Homme, qui préfèrent l'opposition nationale à une dictature étrangère que les travailleurs afghans se libéreront de la tutelle soviétique ou d'un dictateur du cru. Seul le fédéralisme internationaliste (non pas sur un simple plan de rapports d'Etat à Etat, mais bien de relations d'ethnie entre ethnie) sera le moyen le plus solide de laisser libre-arbitre à la classe ouvrière de s'organiser économiquement et géographiquement, comme elle l'entend.

Nous nous opposons à toute intervention impérialiste, quelle qu'elle soit - à visage couvert ou découvert - pour mater les révoltes des populations. Mais nous ne défendons pas en échange des nationalismes rococo, supports à des oppressions similaires. La réponse apportée par les peuples opprimés et enchaînés, à ces ingérences militaires, ne sera une arme réelle contre toutes les oppressions qu'en rejetant les régimes dictatoriaux autochtones ou étrangers. L'organisation fédéraliste anarchiste permet d'allier le refus de toute oppression au droit des populations et individus à disposer librement d'eux-mêmes.

Prague : « normalisation »

Kaboul : ...



en bref...en bref...

Une fois de plus, la gendarmerie nationale faillit rencontrer les camarades du GRIT au 320 rue St Martin. Ils étaient porteurs d'une commission rogatoire. Vous pensez qu'ils cherchaient des diamants pour le nouvel an ?

Lundi 28/1/80, conférence-débat : L'explosion démographique par Pierre Claverie, 9 20 h 30 12 rue des Fossés-St-Jacques, Paris 5^e.

Dominique Rols, étudiant brestois, passera devant le TPGA de Metz pour insoumission en temps de paix. Son procès initialement prévu pour le 18-12, a été reporté en janvier (date non précisée). Il s'est vu refusé le bénéfice des articles L 41 et L 50 du Service National (relatifs à l'objection de conscience). Il a décidé de s'insoumettre. Il est isolé depuis septembre à Metz. Ecrivez-lui : Dominique Rols n°178, cellule 224, rue du Fort Queuleu, BP 1092, 57038 Metz-Cédex, ainsi qu'au président du TPGA 57000 Metz. Le samedi 12 janvier grande manifestation de soutien place de la Liberté à 15 h.

Le 18 janvier aura lieu à Mainvillier (Chartres) à 20 h 30 un gala de soutien à Rachid Anmari. Il a été pris à son encontre un arrêté ministériel d'expulsion. Les hautes autorités veulent le séparer de sa famille en le renvoyant au Maroc.

La mutuelle de la ville de Paris et de l'assistance publique, entreprise dirigée par la CGT, à la « gestion démocratique » un peu particulière, applique, elle aussi, le plan Barre. Christian Périaux, ouvrier d'entretien, en fait les frais ; son contrat ne sera pas renouvelé, mais son travail passera dans les mains d'une entreprise d'entretien privée.

Canabis et prison (suite)
L'affaire de Francis Lamaignière, condamné en Turquie à 30 ans de prison pour avoir été en possession de 11 grammes de hasch, vient de subir un rebondissement spectaculaire. En effet, ceux qui s'inquiétaient de savoir ce que faisaient le ministère des Affaires étrangères et le consulat français, se sont vus répondre que le consulat avait pris l'affaire en mains et que par conséquent, il ne fallait pas avoir « d'interventions intempestives » qui risqueraient de gêner son action. Conclusion : « TAISEZ-VOUS ! ».

Communiqué

Une nouvelle fois, le ministre des Armées attaque les militants anarchistes pour propagande antimilitariste. Le procès des camarades du groupe d'Amiens de la Fédération Anarchiste fait suite aux interventions de la justice contre l'ensemble du mouvement antimilitariste. Que ce soit contre les objecteurs et l'OP20, obligés d'organiser des actions des plus spectaculaires pour arracher un droit qui leur est acquis ; ou les militants du GRIT, poursuivis par la Gendarmerie nationale. Les poursuites et enquêtes menées, certaines par la Cour de Sécurité de l'Etat, s'étendent même à des affiches ou publications paraissant déjà depuis plusieurs années (cf. Guide des objecteurs...).

Les déclarations du ministre des Armées, visant les antimilitaristes et ceux qui leur apportent leur soutien, sont appliquées avec rigueur. L'Etat défendra pied à pied l'une des rares institutions efficace en cas de troubles ou de déstabilisation du régime. En fait, le seul pilier du système sur lequel il compte pour mater les révoltés de la population et maintenir notre exploitation. Nos camarades de la Fédération Anarchiste en font effectivement l'expérience, comme tous ceux qui refusent la militarisation de la société et l'embrigadement dans les armées du peuple ou du capital.

FEDERATION ANARCHISTE

Les Editions de l'Entr'aide viennent de publier POUR L'ANARCHISME de Nicolas Walter

En vente à Publico

7 F

Amis
lecteurs...

Nous publierons, dans notre prochain numéro, la liste des souscriptions pour *Le Monde Libertaire Hebdomadaire* et son local la Librairie PUBLICO.

Ces souscriptions nous parviennent régulièrement et nous laisseraient présager d'un avenir favorable si nous étions certains de rester encore quelques mois rue Ternaux.

Mais, pour le moment, rien ne vient affirmer cette possibilité et, nous devons être, le plus rapidement possible, en mesure de changer de local.

C'est pourquoi nous insistons, une fois de plus, sur l'urgence à trouver rapidement les fonds qui nous sont nécessaires.

L'ANARCHISME NE PROGRESSERA QUE SI CHACUN D'ENTRE NOUS FAIT SON POSSIBLE.

La souscription pour notre hebdomadaire, pour nos locaux, - sa progression et son débouché - démontrera une fois encore la possibilité qu'a L'ANARCHISME de se développer partout dans le monde grâce à la convergence des efforts de tous ceux qui sympathisent avec les positions libertaires.

Un autre moyen de soutenir PUBLICO est, bien évidemment, d'y acheter ses livres.

PUBLICO est sans conteste la librairie de France la plus documentée sur le mouvement anarchiste international. Les camarades qui ont eu l'occasion de passer, savent qu'ils peuvent y trouver pratiquement tous les livres édités sur le sujet.

Ce qui est moins connu, c'est que PUBLICO est aussi un centre de diffusion anarchiste pour toute la France et que tous les livres dont nous disposons peuvent vous être envoyés à condition que le règlement accompagne votre commande.

Sauf le cas où un texte manquerait momentanément à nos rayons, LES COMMANDES SONT ENVOYÉES LE JOUR MEME où nous en recevons la demande.

N'hésitez donc pas à nous commander les ouvrages que vous désirez, nous ferons tout notre possible pour que vous les receviez dans les meilleurs délais. Des listes d'ouvrages paraissent régulièrement dans *Le Monde Libertaire*. N'hésitez pas à vous y référer.

Si vous le désirez, nous pouvons aussi vous envoyer gratuitement une liste de livres que nous avons imprimée. Nous vous l'enverrons sur simple demande.

Acheter ses livres à PUBLICO au lieu d'aller les chercher dans n'importe quelle librairie, c'est aussi un moyen de développer la présence anarchiste.

Salutations libertaires

Les administrateurs

Hervé TRINQUIER - Jean-Pierre GIRAUD

SABOTAGE

Deux faits marquants à noter dans les conflits sociaux du moment :

Lors de la longue lutte chez Alstom, le TVG est endommagé par une charge explosive à l'intérieur de l'usine.

Lors de l'action menée à la SNIAS de St. Nazaire, un groupe d'ouvriers sabote les remorques de chargement de l'Airbus.

Si personne n'a revendiqué l'attentat d'Alstom, le sabotage de la SNIAS a été revendiqué par une partie du personnel en lutte.

Les travailleurs de ce pays retrouveront-ils enfin certaines formules oubliées de l'action directe ?

Car contrairement à ce qu'ont insinué les petits brasse-la-merde de journalistes, le sabotage remonte bien aux origines du mouvement ouvrier et syndical et, est bien partie prenante des formules de l'action directe, au même titre que les grèves, les manifestations, les occupations, les séquestrations, le boycott, ect.

Que les journalistes semblent découvrir la lune, c'est dans la logique des choses ; que le patronat vocifère contre de « tels actes », le contraire nous aurait étonnés ; mais que les syndicats rejettent de telles actions (tous pour Alstom, FO pour la SNIAS), avec leurs habituelles dénonciations calomnieuses, voilà qui devrait porter un certain nombre de syndiqués à réfléchir, si cela était encore nécessaire.

Mais nous, nous ne nous étonnons pas de ces prises de positions réactionnaires de la part de syndicats qui n'en ont plus que le nom.

Nous conseillons encore une fois aux camarades de FO qui ont parlé d'atteinte à l'outil de travail de la part des ouvriers saboteurs de la SNIAS, de se pencher sur les origines du syndicalisme, et notamment sur l'époque de la Charte d'Amiens dont ce syndicat se gargarise tant, et d'observer quelles étaient les pratiques de lutte préconisées par les syndicalistes de l'époque, notamment Emile Pouget qui écrit cette remarquable brochure sur le sabotage, moyen de lutte des travailleurs.

Beaucoup de choses à apprendre !

Quant à nous, anarchistes, qui nous plaçons dans la perspective d'un changement radical de société à travers l'action directe des travailleurs, nous ne pouvons, bien sûr, qu'approuver ces actes de sabotage.

Lorsque la grève n'est pas suffisante pour bloquer la production, il faut alors employer les moyens nécessaires et donc, et entre autres, le sabotage.

Il n'y a pas avoir de respect pour un outil de travail dont le contrôle échappe totalement au producteur et qui fait de lui un esclave de son travail.

Les arguments de FO (et de bien d'autres) ne sont qu'à la hauteur de son réformisme puant.

Les travailleurs doivent retrouver les formules du sabotage préconisées par les premiers syndicats, pour aller vers la lutte d'action directe, n'en déplaise aux parasites du mouvement ouvrier.

LOUIS (groupe Elisée Reclus Angers)

CHANGER
LA VIE...

« Si, comme nous, tu cherches à sortir de ton isolement, ou tu veux établir des communications plus authentiques, si tu préfères commencer par te changer plutôt d'attendre que « ça change », si tu cherches à devenir autonome et ne veux pas attendre tes solutions de l'extérieur, si tu te méfies des « spécialistes » autant que tu crains le « n'importe quoi », peut-être pourras-tu trouver dans les groupes de bio-énergie relationnelle un moyen qui te convient. Cette approche, à la fois verbale et corporelle, utilise différentes techniques : bio-énergie, écoute mutuelle, gestalt, relaxation, massage, expression symbolique, antagonisme, analyse transactionnelle... »

Ce genre de petites annonces-miracle fleurit dans les colonnes de certains journaux (Libé, Antirouille, le Sauvage, etc.). Elles attirent bon nombre de paumés (ce terme n'est pas péjoratif) et de jeunes et de moins jeunes en quête d'autre chose.

Cette annonce-ci a du moins le mérite « d'annoncer la couleur », ce qui n'est pas toujours le cas. On peut, en effet, avoir des intérêts communs avec de tels groupes, dans le cadre d'activités tout autres que celles mentionnées plus haut, ou on peut tout simplement sympathiser avec les membres, sans savoir de quoi il retourne. Si vous entendez des termes quelque peu ésotériques, et que vous cherchiez à vous les faire expliquer, on évitera de vous répondre. C'est ainsi que l'on se trouve pris dans un engrenage ou que, pire encore, des « paumés » se font récupérer et sont, non pas aidés comme ils auraient besoin de l'être, mais enfoncés.

Car dans de tels groupes, l'individu est avant tout nié : « on a tous les mêmes problèmes » ; cela signifie concrètement que chacun est tenu de « déballer son sac » en groupe, et qu'il est très mal vu d'avoir son jardin secret et de le défendre. Des normes de pensée et de sensibilité, inspirées par des philosophies telles que celle de Reich, sont à respecter : même quand une personne est censée « s'exprimer », elle peut se faire « corriger » par les autres. Et bien entendu, il faut justifier le moindre de ses actes ou de ses sensations de la vie quotidienne (cela va par exemple de la nourriture et des soins jusqu'aux rapports entre parents et enfants et même à l'intérieur des couples...).

Les normes sont édictées par des chefs, car il y règne une véritable hiérarchie du savoir, un certain savoir. Suivant Reich donc, les difficultés auxquelles nous nous heurtons dans notre occident, seraient dues au fait que « la plupart des gens sont incapables de donner l'amour et d'en jouir » (« Ecoute, pe-

tit homme »). Dans le but de créer de nouveaux rapports humains, on vit sur ce mode et on emploie les techniques de communication censée y correspondre. Il existe même des écoles parallèles, parmi celles qui sont dites « parallèles », pour prendre en charge dans ce sens les êtres humains dès leurs premières années.

On prétend ainsi lutter contre le fascisme, « libérer » l'homme de toutes les entraves à son épanouissement individuel... Bref, un « programme révolutionnaire » bien tentant. Mais on néglige complètement les aspects politiques et économiques de la vie sociale, pour ne plus voir que le psychologique, et même le para-psychologique (« Tu es ton propre argousin, toi et personne d'autres », Reich « Ecoute, petit homme »). Et les membres de ces groupes, refusant la plupart du temps toute remise en question de leurs idées, sont persuadés avoir raison, totalement raison, quitte à se rendre ridicules aux yeux des « non-initiés ».

Mais cela n'entame pas leur volonté de remettre dans le droit chemin les « déviants », c'est-à-dire ceux qui n'adhèrent pas à leurs conceptions. Cela peut se faire de manière brutale : alors qu'on a commencé à sympathiser ou à collaborer avec un groupe, on se voit du jour au lendemain de telles obligations. On quittera difficilement une activité pour laquelle on aura investi du temps, de l'énergie ou même de l'argent, mais on aura le choix entre cela ou être étouffé en tant qu'individu.

On peut remarquer qu'au sein de tels groupes, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique, les choses n'avancent pas tellement. On y sent les gens comme repliés dans leur petit cocon rassurant. Les conversations qui peuvent durer des heures sur les impressions d'une personne en telle circonstance ou telle autre, prennent plutôt des allures de masturbation intellectuelle que de remise en question efficace, ce d'autant plus qu'on est tenu dans ces normes...

Quant aux chefs, ils sont souvent d'un niveau social assez élevé, si l'on prend comme critères le fric et la notoriété. Or, sachant, dans le monde actuel, l'importance d'une part du fric, d'autre part de certaines activités professionnelles ou non, et qui apportent « relations » et pouvoir, on peut mesurer le danger que représentent de tels gens, danger d'autant plus grand que tout se fait sous couvert de velléités révolutionnaires, et d'une façon très insidieuse.

Groupe libertaire de Ris

La répression militariste
continue de frapper
à Amiens

Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de parler de l'OP20 dans ce journal (notamment dans le M.L. du 7 février 79). Rappelons simplement qu'il s'agit d'une forme d'objection collective, née en 1971. Il s'agit, avec des lettres identiques, juridiquement inattaquables, d'obliger la commission juridictionnelle à accorder le statut. Dès le départ, la commission juridictionnelle tentera de casser cette action collective et les premières arrestations auront lieu en 1973 : ayant eu par deux fois leur demande rejetée, les objecteurs se retrouvaient insoumis totaux. Pour certains d'entre eux, il leur faudra attendre six mois pour sortir des geôles, le Conseil d'Etat ayant finalement cassé l'avis de la commission juridictionnelle. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas cette dernière de continuer son petit jeu arbitraire, en réprimant périodiquement (selon les ordres qu'elle reçoit ?) les OP20.

C'est ainsi qu'actuellement 300 OP20 sont insoumis totaux. En quelques jours, près d'une dizaine viennent d'être arrêtés, dont René Fernandez, membre du CLO d'Amiens.

Convoqué le 13 décembre à la gendarmerie, il y apprendra qu'il est arrêté, alors qu'un copain qui l'accompagnait, fut promptement éjecté. Immédiatement conduit à Lille, il sera transféré, la nuit même, à Vernon où, pour le mettre en condition, les militaires lui infligeront 60 jours d'arrêt.

Nous ne pouvons, bien sûr, que nous élever contre ces pratiques qui puent le totalitarisme. Rappelons que René qui n'a pas eu l'occasion de devenir secrétaire d'un certain parti radical, risque deux ans fermes.

Il nous appartient de tout faire pour le faire libérer, ainsi que tous ceux qui sont emprisonnés pour leurs opinions politiques., et en tout cas, faire payer très cher à l'armée ses pratiques autoritaires en la harcelant continuellement et en dénonçant sans cesse son rôle néfaste.

Dans l'immédiat, on peut soutenir René en écrivant :

René Fernandez Quartier Flechi
3^e RAMA BP 913 - 27000 VERNON

Groupe anarchiste d'Amiens

PSYCHIATRIE : l'impasse jusqu'à la rupture ?

Ne pas nier
la maladie « mentale »

Le camarade tourangeau Pascal, dans son article intitulé *Alternative à la psychiatrie, expériences parallèles, psychiatres progressistes* (M.L. 338), par le biais d'un exemple concret, ordinaire et intolérable, pose en fin de compte une question fondamentale en ce secteur : suffit-il de « mettre des guillemets au mot malade mental, de constater que c'est la faute aux institutions, à l'Etat, à la société capitaliste... » ? Est-ce bien tout ? Non, bien sûr.

Du point de vue de l'individu et en dehors même - autant que faire se peut - de toute névrose sociale, souvent de façon génétique, congénitale (pouvant sauter plusieurs générations), la maladie mentale existe. Et s'il y a des guillemets à mettre, c'est bien plutôt à *mentale*, qui vient d'esprit, notion on ne peut moins précise, heureusement. Gare à l'étroitesse en la matière ! Faut-il n'avoir jamais séjourné dans un hôpital psychiatrique - ou n'avoir jamais souffert soi-même d'accidents pathologiques de cet ordre - pour avoir la démagogie, le goût du folklore ou la malhonnêteté ou les trois suffisamment réunis pour le nier ! C'est effrayant, mais il en est ainsi. Et le plus effrayant c'est lorsque, s'intéressant de près à certains de ces problèmes, on découvre certains cas de souffrance extrême, due aux angoisses, dans lesquels le seul recours dont on dispose pour soulager, est l'électrochoc (!) suivi d'une brève altération de mémoire qui revient rapidement... Bien sûr, là encore, il faut de l'honnêteté vis-à-vis de l'individu pour qu'il n'y ait pas abus... le problème demeurerait posé dans une société anarchiste.

Alternative à la psychiatrie ?
Cul de sac.

Comme alternative, forcément, c'est autrement délicat que pour les IVG ou l'éducation (c'est déjà pas facile), puisqu'il s'agit de PRENDRE EN CHARGE - et parfois totalement - des individus plus ou moins égarés, et pour les en sortir. D'un point de vue anarchiste, sur quelles bases pouvons-nous envisager de tels soins, nous qui luttons pour que les individus se prennent eux-mêmes en main ? Cas de conscience en vérité, qu'ont connu des anti-psychiatres et qui ont tout lâché. Il faut dire aussi que l'alternative actuelle exigerait des sommes d'argent fabuleuses (locaux, personnel, etc.), un horaire à plein temps pour nombre de ceux qui s'en occuperaient... et une récupération à plus ou moins court terme. Réjouissant ! Le problème est un cul de sac, à tel point que si l'un de vos proches craque gravement, vous n'avez pas d'autre solution que de le faire interner (placement volontaire) !... avant qu'il ne le soit par la préfecture de police (placement d'office), par exemple, ce qui représente une sortie difficile : c'est l'exemple même de l'internement arbitraire, puisque l'avis du psychiatre lui-même ne suffit pas à autoriser la sortie du détenu.

Cela bien sûr, il nous appartient de le dénoncer ainsi que les sévices et les aberrations mé-

dicales qui y sont monnaie courante ; la forme carcérale et répressive de l'hôpital psychiatrique, son inopérante hiérarchie commune à tous les hôpitaux et qui déshumanise là encore, et réduit à merci des hommes et des femmes déjà dérégés, anormaux car hors de leurs normes et dont l'aide qu'ils peuvent attendre n'est sûrement pas une besogne minimale, inhumaine et souvent brutale.

Psychiatres
vous ne savez rien !

Le plus grave est que les psychiatres soignent (la phrase pourrait s'arrêter là), lors même qu'ils ignorent tout sur ce qui déclenche la maladie. Ils vous la décrivent ésotériquement (dérèglement hormonal au niveau du frontal, de l'hypothalamus, et bla... et bla...), mais ne sauront jamais vous dire le pourquoi du dérèglement hormonal, par



exemple. Mais ils soignent ! Nous en sommes, dans ce domaine, aux mêmes douloureux tâtonnements que pour le cancer. Alors ça bave... ça bave... Et comme les fous (d'un point de vue personnel, ce terme n'a rien de péjoratif ni d'agressif, à côté de schizophrène ou de psychopathe...) sont par essence déraisonnables, la société les boucle. Quoi de plus logique ?

Il y a peut-être pire que les hôpitaux psychiatriques, ce sont les cliniques psychiatriques privées. Des traitements abandonnés même par les hôpitaux y sont toujours de rigueur, tels les comas insuliniques (une belle saloperie). C'est tout de même fondamental, les traitements (le vilain mot !) et nous disons pire car les confort - et les prix - des cliniques, nous les relèguons au second plan. Là, plus personne ne peut contrôler le ou les médecins à qui appartient la clinique et qui choisissent, sur le plan des traitements, ce qui est le plus rentable.

Mais ce qui est aussi (avant tout ?) à dénoncer, répétons-le, c'est l'ignorance des psychiatres et par là même, leur malhonnêteté. Ce fameux savoir, qui n'est en l'occurrence que lacunes et qui s'est érigé en institution pour le bien de l'ordre bourgeois, il nous faut continuer à le démythifier, à participer ainsi à la prise de conscience collective pour une réelle émancipation de tous.

Gérard CARAMARO

SYNDICATS ET CONSEILS OUVRIERS

Il est de mode aujourd'hui de penser qu'être anti-syndicaliste, c'est être dans le sens des événements et de leur analyse.

Nous ne confondons pas deux choses :

1) le syndicalisme comme contenant et moyen, et le contenu que peut lui conférer un régime fasciste, des chrétiens, des socialistes, des communistes, des travailleurs aux visées corporatistes, etc.

2) La non-adéquation évidente du syndicalisme réformiste aux luttes, disons aux luttes radicales d'aujourd'hui.

En conséquence, est-ce parce que les réformistes et les politiciens ont su transmettre leur esprit au syndicalisme, que nous allons le rejeter en tant que moyen ?

Est-ce parce que le syndicalisme réformiste ne répond pas à l'exigence des luttes, qu'aucun syndicalisme ne peut y répondre ?

temps, le reste de ce courant étant malheureusement souvent composé d'étudiants, n'ayant connu le monde du travail qu'au travers de leurs lectures ou d'un stage au cours de leurs études, ce qui, à l'égal d'un séjour de 15 jours dans un pays, ne nous apprendrait ni sa langue et ne nous ferait découvrir les subtilités de ses mécanismes de comportement.

Le titre de notre article « Syndicats et conseils ouvriers » voudrait insister sur la complémentarité de ces deux structures, la présence de l'une s'expliquant d'ailleurs très souvent par l'absence de l'autre.

En 1917, en Russie, le soviétique a été la réponse à une faible structuration associative des travailleurs dans l'entreprise ; en Espagne comme en France, les propositions trotskistes restèrent plus que minoritaires, car le schéma d'implantation des soviétiques à l'image de la Russie dans des pays

C'est dire, en termes généraux, que le syndicalisme est l'organisation permanente et indispensable de défense des salariés dans le monde du travail. Qu'elle n'est pas historiquement la création de bureaucrates, sinon le gâteau sur lequel ils se sont jetés, elle est le fruit d'un long processus de maturation de la conscience ouvrière qui part de l'époque des canuts et remonte même plus loin dans l'histoire, passe par les diverses formes de société de résistance, de secours mutuel et par les syndicats de métier.

Le syndicalisme, aujourd'hui comme hier, ne peut reposer sur la seule spontanéité de la lutte. Suffit-elle pour donner une réponse au salarié dont la feuille de paie est faussée, dont le préavis n'est pas respecté ? L'assemblée répond avant tout à des périodes de lutte, mais en dehors d'elles, que fait-on ? Rien ?



Si l'on vit dans le monde du travail, on sait que le syndicalisme est dangereux dans sa pratique sécurisante des acquis. Il est vrai que le syndicalisme sans perspective révolutionnaire globale s'est fait prendre au piège de la lutte parcellaire. Revendiquer l'amélioration de la vie de la classe ouvrière, sans avoir la conviction inébranlable que seul un changement de structures peut mettre un terme à l'oppression et à l'exploitation de tous les individus, c'était tomber dans le piège du syndicalisme qui, pour être efficace et crédible, se limitait à la revendication.

La politique des acquis qu'il faut maintenir, la façon de développer les luttes sans remettre en cause la grille des salaires, la hiérarchie, mais en insistant, au contraire, sur l'aspect non négligeable de la sécurité, de la fonctionnarisation, de la qualification, allait porter peu à peu le syndicalisme comme le représentant des travailleurs auprès du patronat, un partenaire gênant et encombrant, mais néanmoins un garde-fou dans les périodes de flottement.

Un syndicalisme qui allait donner la primauté aux structures verticales (par branches d'industrie) sur les structures horizontales de coordination mise en valeur par Pelloutier au travers de ses bourses du travail fédérées. Nous n'exprimons cela que pour mieux nous faire comprendre des camarades qui sont aujourd'hui anti-syndicalistes en réaction au poids important, sinon primordial, qu'ils donnaient au syndicalisme il y a encore peu

où il fallait tenir compte de l'existence des syndicats, ne se posait pas de la même façon.

Le mouvement espagnol anarchiste et anarcho-syndicaliste ne s'est ouvert au débat du conseilisme qu'après la mort de Franco. C'est dire que les différentes expériences révolutionnaires n'ont pas posé ce débat et que le syndicalisme libertaire n'a pas été hégémonique au point d'étouffer l'initiative des travailleurs, mais qu'au contraire les collectivités ont pu se réaliser grâce à l'appui des syndicats et en particulier de la C.N.T.. L'anarcho-syndicalisme espagnol ne s'est jamais posé, dans le passé, le problème de l'assemblée ou du conseil de la façon dont on le pose aujourd'hui. D'abord, il comportait en lui-même un certain nombre de points qui ne pouvaient appeler le conseilisme à son remplacement : la rotation des responsabilités et pas de sécurité pour les gens, en ayant pour eux la prison, sinon les balles comme pour Salvador Seguí, secrétaire général de la C.N.T., pas de fonctionnarisation comme dans les grands syndicats, une autonomie de la section syndicale et une initiative incomparable avec celle des autres syndicats, une réponse rapide à donner à des situations de dictature ou militaire, comme en 36.

Ce n'est pas parce que tout n'a pas toujours été rose, et rien n'est entièrement rose, que tout est à rejeter. Dans l'Italie de 1920, l'Union Syndicale Italienne, à une de ses périodes où le caractère anarchiste était le plus marqué, ne s'est pas opposée aux conseils d'usine de Turin.

L'assemblée ou le conseil en période de calme n'a plus de sens et subit la récupération aussitôt ; l'assemblée ou le conseil, sans autres structures, après l'euphorie de la révolution, cède au chantage ou à la pression de l'Etat qui, lui, va assumer la coordination des activités économiques, qu'il faudra bien assurer aussitôt, si l'on veut manger et assurer le minimum à tous. Hors de cela, le salut sera offert par les premiers politiciens opportunistes qui sauront être les hommes du moment. Voilà la réalité.

Le lien indispensable qui doit relier l'organisation de tous les instants et l'assemblée des travailleurs, quel que soit le terme par laquelle on la définit, soviétiques ou conseils, c'est le comité de grève, choisi par tous les travailleurs, et en période révolutionnaire, c'est le comité de gestion et des délégués mandatés et révocables par l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non, de l'entreprise ou du secteur concerné.

Que s'est-il passé en Espagne, en 36 : est-ce la C.N.T. et l'U.G.T. qui auraient collectivisé sans les travailleurs ? Encore aujourd'hui, la C.N.T. a conservé cette pratique, que l'on a retrouvée, par exemple, dans la fameuse grève des pompistes, qui consiste à impulser, même lorsqu'elle est la seule centrale représentée dans l'entreprise (avec 80% d'affiliés dans le secteur), le comité de grève, le temps de la lutte, choisi par tous les travailleurs, réunis en assemblées, qu'ils soient syndiqués ou non.

Groupe FRESNES-ANTONY

informations internationales

Angleterre

Sur un procès...

Avec la fin du procès des « personnes inconnues », nous avons, à coup sûr, assisté au premier des jugements politiques des années 80. Combien d'autres auront lieu d'ici le 1984 d'Orwell, et quelle sera la proportion de jurys librement choisis ? Les extrémistes de droite et le centre se ralliant dans une lutte anti-libertaire, le gouvernement libéral a trouvé là un équilibre avec l'anti-fascisme unificateur de la gauche. Cependant, l'anti-nazisme de la gauche n'est pas aussi obsessivement maléfique avec les meurtriers et les attentats non résolus, d'autant plus que la police insiste sur le fait que ceux-ci ne constituent pas un danger pour l'ensemble de la société, et qu'il n'y a pas de conspiration. Ce qui est peut-être vrai. Mais de l'autre côté, la lutte anti-libertaire du gouvernement permet de découvrir dans sa police et dans ses services de sécurité des éléments si vigilants, si obéissants qu'ils dénient des conspirations de gauchistes avant que rien n'arrive, et ce, grâce aux préjugés des officiers de police et des procureurs qui mènent les procès de telle sorte que le jury peut croire à des faits non-établis, et même partager un scénario où les anarchistes sont présentés comme capables, - mais heureusement que la police est là pour les en empêcher ! -, de détruire la société dans laquelle nous vivons.

Ronan Bennet, la cible principale de la police et des agents de sécurité, était le plus vulnérable des victimes. Ayant passé 18 mois dans le camp de Lon Kesh, Ronan bénéficia finalement d'un non-lieu dans l'assassinat d'un agent de police de Belfast. Sachant qu'il n'était pas en sécurité s'il restait en Irlande du nord, il fut obligé de quitter son pays et de venir en Angleterre.

Comme beaucoup d'autres prisonniers d'Irlande du nord, à la fois loyaliste et républicain, Ronan s'était intéressé à l'anarchisme pendant sa captivité dans le camp de concentration britannique, et il avait des contacts avec Iris Mills de l'*Anarchist Black Cross*. Ayant établi un lien d'amitié avec Iris, grâce à la correspondance échangée, Ronan alla vivre avec Iris et son mari, Graham Rua, à Huddersfield.

Informée de sa participation croissante dans l'*Anarchist Black Cross*, la police locale ayant reçu des ordres de Londres, s'occupa de surveiller la maison de Huddersfield. Obsédée par la menace d'une situation conflictive à l'irlandaise qui se développerait dans le cœur du monstre, et consciente des contacts et des collaborations entre des mouvements anarchistes anglais ou européens et les tendances les plus radicales du mouvement républicain irlandais, la police passa à l'action et arrêta tous ceux qui vivaient à la maison de Huddersfield. Ronan et Iris furent arrêtés en vertu de la loi de « prévention du terrorisme ».

Incapables d'apporter la moindre preuve sur le « danger social » que représentait Ronan, à part le fait qu'il était Irlandais, Ronan fut libéré, à la surprise des policiers qui avaient fabriqué l'arrestation : n'est-il pas un anarchiste ? Lui-même et Iris, ne l'ont-ils pas admis ? Plus tard, tous les journaux, même le *Guardian* qui se prétend « objectif », reprirent l'expression de la police, « des gens qui se déclarent anarchistes », comme si cela était déjà une preuve suffisante de culpabilité.

Ayant fait comprendre à Ronan qu'elle croyait que son acquittement pour le meurtre d'un policier était injuste, la police lui dit que d'une manière ou d'une autre « ils allaient le coincer ». Aussi,

la fois suivante, le coup fut monté avec plus d'attention et de sérieux.

Le procès contre Iris, Ronan et les autres accusés, dans ce qui est connu comme le « jugement des personnes inconnues », fut coordonné et préparé par le spécialiste de la répression contre l'anarchisme, l'inspecteur Roy Cremer, assisté cette fois-ci par des agents de la GSG-9 allemande, qui travaillent à Londres. Quand Ronan et Iris furent de nouveau arrêtés à Londres, les accusations étaient plus précises : « conspiration en vue de causer des explosions », après tout, que pourraient bien faire des gens qui avouent être des anarchistes avec de la farine, du sucre, de l'herbicide et des fils électriques à la maison ?

Comme c'est le cas dans tous les procès pour conspiration, l'arrestation d'une personne entraîne celle d'une autre, puis d'une autre et d'une autre encore, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'Etat considère qu'il y a suffisamment de gens en prison pour que le jury, - s'il y en a un -, puisse avoir bonne conscience en acquittant tous ceux sur qui les charges sont infirmes, et en condamnant ceux qui sont présentés comme les « vrais conjurés ».

Au fur et à mesure que les investigations et les enquêtes avaient lieu, et donc que les « évidences » et les « preuves » de la conspiration perdaient tout leur poids, les terribles accusations diffusées par une certaine presse, - genre *Ici Police* et autres -, qui avait montré comment ces anarchistes avaient pactisé avec le Diable Lui-même pour détruire la société, furent laissées de côté et substituées par des accusations de vol - les motivations idéalistes du début devenaient ainsi des mobiles bassement matériels !

Et voici les faits : un Allemand inconnu se présente chez un ami de Trevor Dawton, l'un des accusés, et « oublie » dans un coin une valise remplie d'armes. L'Allemand anonyme disparaît, et le paquet n'a plus qu'à être ramassé par la police. On le voit, cette histoire montée de toute pièce a la même crédibilité, la même solide fragilité que n'importe quelle manœuvre politique.

Cependant, pour démontrer leurs accusations, les juges se limitent à répéter que les accusés sont tous des menteurs : malheureusement, à chaque fois que l'accusation traitait quelqu'un de menteur, la défense apportait les preuves du contraire. Par exemple, la police maintient que Ronan, lorsqu'il fut arrêté, essaya de s'enfuir. La défense apporta alors le témoignage d'un taxiste qui passait par là à ce moment, mais lui aussi fut traité de menteur ; par hasard, le client de ce taxiste, un avocat, put confirmer le témoignage du « menteur ».

Les préjugés et les lieux-communs des juges arrivaient à point caricatural. On demanda, par exemple, à chaque témoin cité par la défense, s'il croyait en Dieu ; en effet, les juges avaient décidé que tous les anarchistes devaient être des athées. Dans le même style, le procureur déclara qu'une femme qui vit avec un homme - sans être son épouse par la grâce divine du mariage - ne pouvait être que sa « maîtresse », et il ajouta que toutes les femmes devaient partager les opinions de leurs maris. Dans ces circonstances, on ne peut pas s'étonner que le socialisme libertaire soit considéré comme l'équivalent d'un crime, et que n'importe quel militant soit comparé à un bandit de grand chemin... Il est intéressant de rappeler que l'opinion du juge sur la violence s'est déjà déclarée dans un procès précédent où

il avait déclaré, à propos d'un homme qui avait volé une voiture, que « la meilleure forme de traitement psychiatrique ne doit pas être administrée dans la tête mais dans le derrière ».

Prenons un dernier exemple de ce délire paranoïaque non-critique : un livre qui n'a rien d'illégal, *Le livre de cuisine anarchiste* a été trouvé chez l'un des accusés, et aussitôt il est présenté comme une preuve ir-ré-fu-ta-ble de culpabilité : avoir un livre chez soi implique partager toutes les opinions de son auteur ! Heureusement, aucun des accusés n'avait une traduction du *marquis de Sade* dans sa bibliothèque.

En dernière instance, on doit se rapporter au jury. A-t-il été influencé par la bêtise de la presse à scandale ? N'y avait-il pas une pression et un chantage dans le fait que ses membres avaient été contrôlés, avant d'être choisis, l'examen ayant été effectué par des fonctionnaires d'un comité anonyme sorti tout droit d'un roman de Kafka ? Ont-ils jugé en fonction de cette menace : qu'ils pouvaient être eux-mêmes les victimes du procès suivant ? Dans quelle mesure la présentation tendancieuse et irrationnelle des anarchistes, suivant les clichés et les stéréotypes des juges, a-t-elle influencé le jury ? Et quel poids avait alors la sincérité évidente de tous les accusés, en particulier celle de Ronan, le principal visé ?

Qui peut savoir les influences que subit un jury avant de rendre ses décisions ? De toute manière, cela ne change rien. La principale leçon à tirer de ce procès est que les accusés ne doivent pas rentrer dans le jeu de l'accusation, comme ce fut presque le cas lorsque la défense a demandé le droit de veto sur le jury. Heureusement, les accusés se sont rendus compte du danger qu'il y avait à soutenir la farce judiciaire dont ils étaient victimes.

La question essentielle est de savoir, maintenant qu'une nouvelle décennie commence, si la police sous toutes ses formes (depuis les services secrets jusqu'aux brigades anti-terroristes en passant par les autres instruments et forces répressives d'un gouvernement réactionnaire) va se contenter de fabriquer des affaires contre tous ceux qui ne soutiennent pas l'ordre établi, ou si elle va passer maintenant elle-même à juger et condamner les gens qui osent s'affronter aux lois et aux décrets des Maîtres de la Vie ?

Stuart Christie

Communiqué :

Le procès des anarchistes anglais accusés de « conspiration avec des personnes connues et inconnues », qui commença le 20 septembre 1979 à Londres, a pris fin le 18 décembre 1979.

Le jury qui en avait remplacé un autre, récusé par la police, a reconnu non coupables les cinq anarchistes inculpés, et ils ont été, peu après, mis en liberté.

Ce procès qui a duré trois mois (1), a permis de mettre en évidence les procédés actuels des polices des pays démocratiques pour justifier sa répression politique. Ne se laissant pas impressionner, le jury anglais a rejeté la machination policière contre ce groupe d'anarchistes que les défenseurs de l'ordre établi voulaient - à tout prix - compromettre dans une conspiration... contre l'Etat et la société anglaise.

Les prisonniers politiques en Uruguay

Depuis 1971, la principale prison pour prisonniers politiques en Uruguay est la prison Libertad (Liberté). Le nombre des détenus oscille autour de 1475. Parmi eux, certains ont été condamnés à la suite de procès, d'autres sont passés devant des tribunaux militaires et d'autres encore sont détenus sans procès ni condamnations, ni possibilités de faire valoir aucune forme d'*habeas corpus*.

Le régime habituel

Depuis que les autorités militaires ont pris en charge la prison de Libertad, la situation des prisonniers s'est considérablement aggravée. Les cas de tortures, vexations et autres sont variés. A titre d'exemple, on peut citer les cas suivants, sur lesquels des preuves testimoniales existent : en plein hiver, avec des températures oscillant autour de zéro degré, on brûle ou l'on met en pièces les vêtements chauds, la nourriture est renversée sur les lits des prisonniers qu'on oblige à s'asseoir ensuite dessus puis à la manger. Les livres, lettres de parents sont déchirés régulièrement, etc. Les détenus sont conduits à coups de pieds par une escorte, réveillés au milieu de la nuit par des jets d'eau froide en plein visage. Les aliments qu'apportent les parents sont mélangés (le café est mélangé à la confiture, au tabac, au lait en poudre, etc.).

Ces mauvais traitements ne sont pas toujours constants, ni généralisés. Ils se développent de façon imprévisible dans certains secteurs de la prison, affectent par période certains détenus plus que d'autres, puis cela change. Parfois, mais rarement, cela cesse et un traitement plus « correct » semble s'établir. De cette façon, une tension permanente existe sur la base d'un harcèlement variable.

L'alimentation habituelle

La volonté de briser les détenus se fait également par l'intermédiaire de la nourriture. Celle-ci est insuffisante. Les maladies gastriques affectent une grande partie des prisonniers.

Une anecdote connue montre bien l'insuffisance d'alimentation. Le père d'un détenu, dont le fils souffrait d'un ulcère aux intestins, se plaignait auprès d'un officier de la prison de la nourriture donnée aux prisonniers. L'officier répondit : « C'est faux, la nourriture est excellente. La preuve, c'est que j'emmène chez moi des morceaux de première qualité », avouant ainsi le vol permanent d'aliments commis par le personnel militaire.

L'insuffisance de l'alimentation est si évidente que les parents des détenus ont été autorisés à leur amener de la nourriture une fois par mois. La variété et la quantité des aliments ont été déterminées par les autorités de la prison, de façon à ce que la nourriture demeure insuffisante, sans parler des énormes difficultés économiques que cela suscite pour les familles.

Les conséquences habituelles

La brutalité atteint donc les parents des prisonniers politiques. Les examens antérieurs et postérieurs aux visites sont humiliants, plus particulièrement pour les femmes. Pour avoir serré son fils dans ses bras avant de s'en aller, une femme a été publiquement insultée devant son fils, d'autres détenus et d'autres visiteurs, à tel point que son fils a tenté de se suicider à la fin du mois d'octobre dernier.

Pour toutes ces raisons, les morts de détenus sont fréquentes, bien qu'il soit difficile de fournir des chiffres sûrs sur les tentatives de suicide, « réussies » ou pas. Le déséquilibre psychique chez les détenus est bien évidemment très fréquent. Et puis le silence des autorités sur l'état de certains détenus fait partie des méthodes utilisées pour plonger les parents dans l'inquiétude.

L'arbitraire habituel

A tous ces facteurs - mauvais traitements, vexation des détenus et de leurs parents - s'ajoute un autre élément fondamental dans le système carcélaire de la prison de Libertad, qui résulte de l'absence d'un règlement intérieur qui puisse servir de garantie pour les détenus. Ainsi donc, la réglementation en vigueur est tout simplement l'arbitraire. La conduite des détenus est soumise à l'humeur du personnel de garde. Ce qui est correct un jour est sanctionné le lendemain ; on ne sait pas ce que demain réserve.

Cet arbitraire s'applique aussi aux parents. En principe, les visiteurs peuvent regarder librement le détenu auquel ils s'adressent. Mais parfois, ils sont obligés de marcher, les yeux tournés vers le plafond, tout en parlant au prisonnier...

Les nouvelles circonstances

Il est important de préciser que ce régime inhumain s'applique depuis plusieurs années. La solidarité entre détenus et entre parents des détenus a, seule, permis de le supporter.

Le personnel militaire de la prison qui normalement a été fourni par divers régiments, a été substitué par un groupe de gardiens dont on ignore tout du corps auquel ils appartiennent. Dans leur activité répressive, ils sont encadrés et encouragés par trois officiers : Romanelli, Grosso et Nunez. Tous les éléments d'harcèlement se sont multipliés, mais le plus important est qu'à cela est venu s'ajouter d'autres signes significatifs qui doivent être considérés.

Les menaces de mort envers certains détenus commencent à se multiplier. Il est fréquent que durant la nuit retentisse la sonnette d'alarme de la prison pour de prétendues fuites ou mutineries, cela dans le seul but d'accroître la tension et les mauvais traitements. Certains détenus sont sortis à coups de pieds de leur cellule, menés dans la cour de la prison et soumis à un simulacre de mise à mort devant un peloton d'exécution.

De toute façon, étant donné le manque quasi total de défense dont souffrent les détenus politiques de la prison de Libertad, l'unique moyen de prévenir un génocide possible est de rendre publique cette dénonciation dans le monde entier.

D'après informations transmises par les membres des familles des prisonniers politiques d'Uruguay



DES FILMS...

DES LIVRES...

En cette période de fin d'année, les écrans noirs s'animent des guignoleries des Charlots, de Funès et autres bronzés. Pourtant, dans ce flot, quelques perles risquent fort de passer inaperçues. D'abord, un film suisse, *Les petites fugues* de Yves Yersin.

Loin des prétentieuses et esthétisantes paraboles de Tanner ou de Gorette, voilà un film qui nous apporte une bouffée d'air des montagnes. L'histoire simple d'un ouvrier agricole, âgé, qui découvre les voyages grâce à un vélomoteur, puis l'art grâce à un polaroid, nous fait rire souvent, mais avec toujours cet arrière-goût de fiel du « rire noir ».

Un acteur formidable, Michel Robin, prête ses traits à Pipe, et cela n'est pas si courant que le cinéma s'intéresse à la fois à la campagne et à la vie de ce petit monde des travailleurs agricoles (natis ou immigrés) sans tomber dans un naturalisme de bazar et moralisateur.

Ensuite un film français, tiré de *Ajar, Gros Calin* de J.P. Rawson, vieux routier du cinéma, mais dont c'est la première réalisation. *Ajar* au cinéma, j'avais peur : le lamentable *Vie devant soi*, malgré Signoret, me faisait craindre le pire, il n'en est rien. Carmet est bon et même s'il ressort souvent diminué des rencontres avec Manfredi (cabot sublime), il porte bien le texte difficile du bouquin. Le cinéma est l'art de voir, avec ce film, c'est

aussi l'art du dire. Je ne peux résister à quelques citations qui, je le pense, montrent bien le caractère de désespérance glacée de cette « œuvre » : « une solitude plus une solitude, cela ne fait pas une communauté de solitudes, mais deux solitudes ». « Les gens dans la rue sont malheureux de vivre dans des corps qui ne leur appartiennent pas ».

« L'argent ne fait pas le bonheur, la preuve, il est le nerf de la guerre » ou encore cette phrase terrible dans la bouche d'une prostituée : « L'amour doit se monnayer, sinon il n'aurait pas de valeur, l'argent non plus d'ailleurs ». Mais Rawson a aussi su faire du roman d'*Ajar* plus qu'un recueil de mots d'auteur, un film qui nous prend à la gorge de bout en bout. Certaines scènes sont géniales, la visite à la prostituée, les « soins » de Manfredi qui apprend à Carmet à lutter contre la solitude en lui apprenant à devenir ventriloque pour faire parler les objets. Ce film est un réquisitoire désespéré et d'une rare amertume contre la « société moderne », et je dois dire qu'à la sortie, les questions qu'il nous pose, ne sont pas de celles qui nous amusent ou stimulent notre goût de vivre. La fin du film nous fait malgré tout un clin d'œil et Cousin/Carmet nous dit vivre, même s'il faut être seul, sinon ce serait une lâcheté et je n'ai pu m'empêcher de penser à cet autre grand « clown triste » Woody Allen (1) qui disait : « Je suis tellement lâche que mon suicide devra être un meurtre pour un autre ».

Et, bien sûr, Noël a vu revenir sur nos écrans l'usine Disney. Cette année, c'est *Le livre de la jungle*, l'un des moins mauvais, il faut bien le dire (avec le formidable *Fantasia*, mais c'est une autre histoire, celle de la musique), même si les habitués poncifs disneyens sont là : asexualité, moralisme, misogynie, (j'attends avec impatience qu'une féministe nous fasse la critique du Disney World) et surtout son habitude de prendre les gosses pour de bons petits sauvages (chers à Rousseau) et le livre de Kipling (2), là-dedans, n'en ressort pas intact.

J'aurais aimé voir *Seigneur des anneaux* tiré de Tolkien (3) par Lischka (celui de Fritz le Cat), mais il semble bien que les distributeurs français « pays de Descartes » n'aient pas osé tenter le coup de la féerie, la vraie, enfin il reste le livre et un splendide album de dessins de Alph Desneuve : *Tolkienneries* chez Ponte-Hirone qui permettra à nos chères « têtes blondes » (ou brunes, noires, rousses, etc., quelle connerie le langage écrit) de rêver un peu moins bêtement qu'aux exploits de Goldo-Chirac.

J.C. BARETTE
du groupe l'Entraide

- 1) Dans *Woody Allen Opus 1 et 2*
- 2) *Je n'ai aucune admiration pour ce vieil aristocrate colonialiste, mais il savait au moins manier le matériau « langage » qui était celui de sa profession d'écrivain*
- 3) *Livre de Poche, 3 tomes, n° 4700, 4701, 4702 ; et Bilbo le Molt dans la collection « J'ai lu » n°486.*

RATATAPLAN

de Maurizio Nichetti

RATATAPLAN fut l'évènement ou la surprise, comme vous voulez, du dernier festival de Venise. Un film d'une durée d'une heure trente, avec une dizaine de répliques pour les dialogues, le reste n'est que gags et pitreries de Nichetti. RATATAPLAN renouvelle avec le burlesque façon Buster Keaton, je ne veux pas le comparer, mais seulement situer le film. L'histoire est celle d'un jeune ingénieur au chômage, habitant à Milan, dans une sorte de petit immeuble qui abrite un vieillard en train de moisir sur sa chaise, une mère enceinte appelant sans cesse son fils, et d'autres faits de ce lieu où Nichetti s'en donne à cœur joie, qui donnent des scènes hilarantes, un moment assez fort de cette comédie. RATATAPLAN qui est un film presque muet, nous rappelle que l'on peut rire aussi avec des gags et de l'imagination. Bien que descendu par la plupart des critiques, on reparlera de M. Nichetti.

Pascal BRU

BUFFET FROID

de Bertrand Blier

Froideur angoissante d'une station du RER, cité regroupant des tours d'une vingtaine d'étages, avec ascenseurs qui ne fonctionnent pas, rues mal éclairées, bordées de pavillons avec leur rituel chien qui gueule et prêt à mordre sur n'importe quoi, c'est dans ce décor peu vivable qu'est la banlieue parisienne que Depardieu, Carmet, Blier, évoluent dans la majeure partie du film. Carmet, l'étrangleur de femmes uniquement, avoue à Alphonse Tram (Depardieu), habitant une de ces tours, chômeur et veuf depuis peu, qu'il est l'assassin de sa femme ; on sonne c'est Blier, commissaire et voisin du dessous de Tram.

« Bonjour commissaire », dit Depardieu et désignant Carmet : « je vous présente l'assassin de ma femme ».

« Enchanté » répond Blier, puis estime « qu'il vaut mieux laisser un coupable en liberté que de le mettre en prison où il risquerait de contaminer les innocents ».

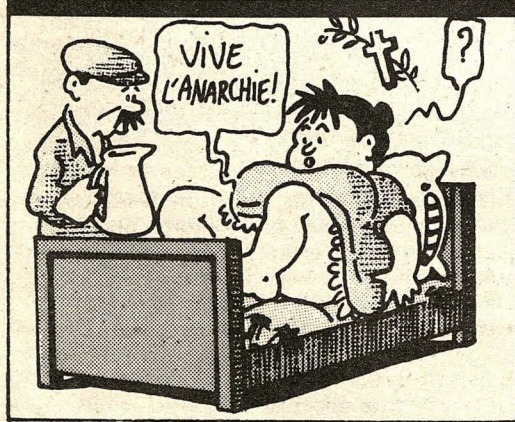
BUFFET FROID n'a pas d'histoire, ce sont des situations loufoques dans lesquelles le trio, après avoir fait connaissance (comme ci-dessus), nous entraînera tout au long du film où crimes et cadavres seront des compagnons permanents de nos trois banlieusards.

Les dialogues n'ont rien à envier aux scènes, trempés d'humour noir, bien menés du début à la fin et qui font l'une des richesses de BUFFET FROID.

Carmet est étonnant, Depardieu tel qu'on le connaît, toujours aussi bon, Blier excellent, il se sent vraiment à l'aise dans des rôles de grandes gueules où il manie le « gros mot » comme peu de comédiens savent le faire.

Bertrand Blier nous donne la possibilité de découvrir un film plus qu'original à tous les niveaux. A voir et à conseiller.

P.B.



Essertenne, un petit patelin de Saône-et-Loire, pas loin de Montceau-les-Mines. C'est ici que naquit Benoît Broutchoux, le 7 novembre 1879. Son dabe, Sébastien Broutchoux, était métallo. Sa mère, Claire Lazareth, n'avait sans doute jamais entendu jacter du malthusianisme, car elle pondit huit marmots, dont

Benoît était l'aîné. Tout môme, il commença à turbiner comme charretier dans une ferme. Puis il se retrouva galibot au fond des mines de la Compagnie de Blanzay, à Montceau. Boulot bougrement dégueulasse, et dangereux, avec ça : à 14 piges, Broutchoux s'esquinta une quille. Ça lui valut une invalidité de

15 %, et il ne remit plus jamais les arpions au fond. Deux ans plus tard, il quitta ses vieux pour aller trimarder au hasard des routes. Un beau jour de 1898, il débarqua sur le pavé de Pantruche. Là, il s'embaucha comme terrassier au chantier du métropolitain. C'est à cette époque qu'il commença à fréquenter les milieux

Bande dessinée tirée de
*Les aventures épatantes
et véridiques de
Benoît Broutchoux
par Phil et Callens*
Prologue :
les premières bagarres
En vente à Publico 48 F

Sommaire

- PAGE 1
Editorial
- PAGE 2
Activités F.A.
- PAGE 3
En bref - communiqué
Amis lecteurs
Changer la vie
Sabotage
- PAGE 4
Syndicat ou conseils ouvriers
Anomie du capital...
- PAGE 5
Syndicats et conseils ouvriers
Psychiatrie
- PAGE 6
Relations Internationales
- PAGE 7
Cinéma - Bande dessinée
- PAGE 8
En Asie centrale...



anars et syndicalistes. Le raffut des bombes des adeptes du « manuel du parfait petit dynamiteur » s'était tu depuis quelques années, et les compagnons anarchistes se tournaient vers un autre moyen de chambardement : la grève générale. Pour se bagarrer contre les bouffe-galette, les singes,

les patrons et tous les vampires capitalistes qui sucent le sang des pue-la-sueur, les prolos commençaient à se grouper en syndicats. La Fédération des Bourses était née en 1892, et la Confédération Générale du Travail s'était formée trois piges plus tard. Les anarchistes, sous l'impulsion de zigues comme Fernand Pelloutier,

étaient venus y mettre leur grain de sel : pas question de laisser les socialos réformistes foutre leurs sales patentes sur le mouvement syndicaliste ! Les bons bougres prirent bézef d'influence dans les bourses du travail.

à suivre

En Asie centrale, les hommes meurent, à Paris, l'or flambe !

Ce n'est pas la guerre, nous dit-on !...

La mobilisation non plus, ce n'est pas la guerre !

En Afghanistan, les vieux messieurs du Kremlin viennent d'avancer un pion sur l'échiquier international, à Washington, les oies du Capitole s'égosillent et battent des ailes, alors qu'apeuré par le vacarme, le coq gaulois dresse son cou déplumé et hume le vent. Joyeuse année pour le fossoyeur, joyeuse année pour les marchands d'armes, joyeuse année pour les galonnards. Le bruit des bottes qui pataugent dans le sang, au son de l'Internationale, s'entend jusque dans les officines qui entourent la Bourse, ce temple de la bêtise, et la bourgeoisie française qui n'a pas de classe, se rue sur le Napoléon pour l'entasser dans son bas de laine, pendant que nos politiciens, le menton dressé vers la ligne bleue des Vosges, ergotent sur la constitutionnalité des lois imbéciles qu'ils ont votées, sans les lire. Un pied puissant risque d'écraser cette motte - la Terre - lancée dans l'infini et où grouille une race humaine complètement déboussolée par les catastrophes en chaîne qu'elle déclenche. Carnaval abrutissant que bercent les litanies des grands prêtres des religions sanglantes, que l'homme a inventées pour limiter ses conneries et qui, finalement, le poussent vers l'apocalypse !

Mais je m'excuse auprès du lecteur du ton de ce texte, paraît qu'il faut pas ! Le gauchisme braillard et donneur de leçons, celui de toujours, « qui rejoindra, pour défendre la patrie » (!), après avoir aboyé, dans le style de Gustave Hervé ; le gauchisme cloué au mur ou plutôt clouerait au mur, si sa plume était moins débile, ceux qui dénoncent les dangers de la guerre qui rôdent autour de nous. Paraît qu'il faut pas ! Pourtant, nous y allons tout droit à la guerre, sous une forme ou sous une autre, en empruntant le chemin qui fut celui de la dépêche d'Ems, de l'attentat de Sarajevo, de Dantzig, pour lequel personne ne voulait mourir, mais dont la chute fut la préface à 50 millions de morts ! Et, n'en déplaise à *Libération*, le ton de la tragédie convient mieux que l'esprit de l'escalier, pour parler du sort que nous préparent les deux grands impérialistes qui labourent les corps de gens qui ne cèdent pas assez rapidement le passage ! Et, ceux qui comme moi, vécurent deux guerres mondiales, savent bien ce que fut la jobardise des personnages qui, en 14 comme en 39, n'y croyaient pas et qui se retrouvèrent dans les tranchées ou dans les camps, où ils purent méditer pendant des années sur l'inconstance des peuples et sur la crapulerie des gouvernements.

On peut discuter des motivations des Russes qui, après avoir pénétré en Afghanistan pour ce qui apparaissait comme une simple opération de routine, sont conduites par les circonstances à une campagne militaire sans concessions, avec le risque d'allonger leurs communications, de s'aliéner l'Islam, de s'attirer des représailles du « monde libre ». S'agit-il d'un pas de clerc, d'un risque calculé, ou de la volonté délibérée de braver l'Amérique, engluée en Iran ? Qu'importe, les dés sont jetés ! Cependant, ceux qui comptent sur la faiblesse apparente de l'administration américaine pour « arranger le coup », se trompent ! Les démocraties, comme les dictatures, ont leur méthode pour pousser les peuples dans la guerre et si ces méthodes sont différentes, elles n'en sont pas moins efficaces !

Avec Hitler, Staline ou Brejnev, c'est le coup de poing sur la table, l'adversaire placé devant le fait accompli, avec une chance raisonnable sur deux de réussite, sans plus ! Ça peut donner Dantzig et la guerre, Pra-

gue et le recul des Américains, ou Kaboul et... ? Les peuples, soigneusement préparés par la presse unique, par la propagande unique, par le parti unique, réagiront bien... et de toute manière, se tairont ! Et puis les cinquièmes colonnes fascistes ou communistes seront efficaces ! Personne ne s'attend à ce que les 20% d'abrutis qui votent communiste, changent d'opinion parce qu'en Asie centrale, on massacre à l'aide de chars et d'avions sophistiqués des milliers de paysans armés de pétroires.

Pour les démocraties et singulièrement la démocratie américaine, c'est différent. En Amérique, la démocratie, ça existe, et il faut préparer le peuple, si on veut qu'il

lique, Munich par exemple, le temps de faire accepter la guerre par des peuples dits « démocratiques » !

Mais les peuples, alors ? Soyons sérieux ! Deux fois, une fois en 1914, une fois en 1939, ça suffit pour comprendre ! Les peuples n'ont jamais empêché une guerre. On les a toujours eus par le bout du cœur ou par la crainte. Même s'il est arrivé que les peuples transforment provisoirement une défaite militaire en révolution, les peuples étaient d'abord partis en guerre, la fleur au fusil comme en 14, ou la merde au cul comme en 39, mais de toute manière, ils étaient partis et ils partiront ! Il suffit de



meurt pour Dantzig ou pour Kaboul ! Il faut du temps et suffisamment de coups de pied au cul, reçus ou provoqués, pour que la poire mûrisse. Rappelons-nous ! Les Américains, pendant la première guerre mondiale, sont entrés en guerre deux ans après le début des hostilités et après le torpillage de leurs navires par des sous-marins allemands ! Au cours de la dernière guerre mondiale, les Américains sont entrés en guerre après Pearl Harbor et on n'a pas fini de discuter sur celui des deux - le Japon ou l'Amérique - qui, ce jour-là, fut piégé par l'autre ! Des humiliations « salutaires » (sic), les Américains en ont eues leur part en Iran ! Suffisamment pour assurer la réélection de Carter. Mais en Iran, la Russie n'est pas directement en cause, même si cette vieille canaille de Khomeiny ménage ouvertement Moscou.

A Kaboul, les Russes ont cogné du poing sur la table, à Washington, les Américains accumulent les rancœurs. Le lieu de rencontre, l'endroit où ça pourrait faire « boum », c'est l'Europe ! Cette Europe que, par tradition, les Américains arment, poussent en avant, encouragent au combat pour la « liberté » et pour laquelle ils viennent au secours, plus tard, et pour arbitrer la situation et pour dicter leur loi aux vainqueurs comme aux vaincus !

Si une troisième guerre mondiale doit surgir des affrontements actuels, elle ne surgira pas par hasard, et autrement que celles qui l'ont précédée, à savoir l'attaque brutale d'une dictature contre une ville symbolique, Dantzig par exemple, et le repli circonstanciel sur une autre ville symbo-

constater le comportement du nôtre de peuple, pour voir le fond que l'on peut faire sur lui. Un siècle et demi de propagande socialiste, administrée sous tous ses aspects, n'a pas réussi à le décrasser et il suffit d'une menace de guerre ou d'une menace de crise pour qu'il se rue sur de l'or qu'il entassera dans sa boîte en sapin au moment de crever.

Ce peuple que Barre nous dépeint comme un peuple intelligent parce qu'il accepte sans broncher les charges fiscales qui s'additionnent et qui ont pour but de sauver le système qui l'exploite, ce peuple-là n'est ni de droite ni de gauche, il est le reflet d'une société. Corseté dans un système qui lui laisse peu de place pour se mouvoir, et dont les liens sont la famille, le travail, la patrie, le métier, l'environnement, le qu'en dira-t-on, il se rabat sur les miettes que lui laisse la classe dirigeante, et se berce de l'espoir à force de combines d'être, lui aussi à son tour, le bénéficiaire des avantages qui l'oppriment. Vous l'avez vu se ruer sur le Napoléon avec l'espoir de faire des bénéfices jusqu'à s'en faire péter le portefeuille ; puis vous le voyez, le lendemain, pleurnicher car son or s'est effondré. Il gueule contre les mauvais capitalistes, ceux qui l'ont baisé, comme la veille, il plastronnait sur les bénéfices que, lui, il réalisait. Les vieux se rappellent peut-être l'histoire des lessiveuses qui caractérise autant la dernière guerre que la résistance ! Ses pièces d'or, ce bon peuple qu'il les bouffe et qu'il en crève !

Où, naturellement l'homme est victime des structures qui l'enserrent, et pour s'en sortir il applique la morale qu'on lui enseigne et qui lui permet d'avancer à tâtons

dans l'existence. Mais lorsque le mécanisme se dérègle, l'homme devient du bétail qu'on conduit à l'abattoir ; avec le sentiment d'être auto-guidé, tous ressorts brisés, il marche alors vers son destin : la guerre, la prison, la misère, la mort, comme un automate, sans même essayer « ce geste inutile » qui le différencierait des autres, avec seulement au cœur l'espoir du miracle, celui du curé ou du philosophe, qui l'arrachera des mains du destin, comme si le véritable miracle n'était pas celui du condamné qui saute à la gorge du bourreau, en risquant le tout pour le tout ?

La civilisation judéo-chrétienne pourrait l'homme, celui qui commande, celui qui obéit ! Ce monde où nous vivons, est basé sur deux éléments qui se conjuguent pour l'abrutir, l'un est l'acceptation de l'autorité, l'autre le refus de la responsabilité. Quelle que soit la place qu'ils occupent dans le système, tous les hommes sont conduits par ces deux éléments essentiels au maintien de la société hiérarchisée. Ils attendent qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire et ils transmettent à d'autres les ordres qu'ils ont sollicités, pour dégager leurs responsabilités et se donner bonne conscience devant l'échec !

Quelques-uns, des « caractériels » au regard de la société de classes, échappent au long fourmillement du troupeau. Ceux-là sont l'avenir ! Non, ils ne détourneront pas le cours de l'histoire, ils n'arrêteront pas la guerre en Asie centrale, personne, pas même les Russes, ne peut arrêter ce qu'apprentis sorciers ils ont déclenché. Mais ils sont autrement, et justement parce qu'ils sont autrement sur les ruines de la Cité enfouie sous ses décombres, ils trieront les pierres à partir de leurs fantasmes, pour construire autre chose, autrement !

Aucun dieu n'a jamais chassé les marchands du Temple. Guerres, crises, voilà les maillons de l'histoire. Nous vivons une époque où partout dans le monde les grands s'affrontent peut-être autant par crainte de l'autre, que par une volonté de puissance délibérée. Devant ce tapage, les hommes s'affolent. Certains, comme l'autruche, refusent de voir et hurlent contre les « alarmistes », d'autres jettent de l'huile sur le feu dans l'espoir de purifier le monde. Le temps de la déification des systèmes, des structures, des morales édifiantes, est dépassé, la guerre et surtout la guerre atomique, comme la panique qui ébranlera ce qui restera de l'humanité, est une possibilité que personne ne peut nier. Devant cette éventualité, c'est d'abord l'homme qui doit se sauver, et il ne se sauvera qu'en écartant les écrans : patrie, religion, parts que l'on place entre lui et la réalité tragique qu'on lui prépare !

Il est bien connu qu'en période d'apocalypse, ce sont les grands prêtres qui poussent les hommes dans les temples où ils seront ensevelis, sous les ruines de la maison des dieux que la foudre aura frappée. Il est sûr que c'est dehors, loin des cultes, loin des lois, loin des palais, loin de guerres, face à face avec lui-même que l'homme peut se ressaisir.

Les sociétés de catastrophes sont les sociétés où les êtres humains vivent en troupeau entouré de lois qui aboient à ses chausses. La société d'épanouissement sera une société où les hommes seront libres, responsables, et où, disait Proudhon : « on conserve toujours plus de liberté qu'on en abandonne, avec la faculté de reprendre celle-ci à l'instant où ça nous convient ».

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.